

OBSERVATOIRE DE L'EAU 2019

ANALYSE DU PRIX DE L'EAU

Depuis 2005, le Service de l'eau potable et des milieux aquatiques (SEPoMA) de la Direction de l'eau, de l'environnement et de l'agriculture du Département, collecte annuellement un spécimen de facture d'eau pour chacune des communes de Seine-et-Marne. Cette enquête annuelle est rendue possible grâce au concours de tous les gestionnaires d'alimentation en eau potable, et d'assainissement collectif du département (communes, EPCI, délégataires).

L'objectif de l'analyse de ces documents est d'actualiser le prix moyen de l'eau en Seine-et-Marne, de suivre la variation des différentes composantes de la facture à l'échelle communale et départementale, et enfin d'expliquer les évolutions de tarification.

En plus de l'intérêt que représente une connaissance précise du prix de l'eau, compte tenu de l'importance de ce sujet dans l'opinion et des disparités constatées sur notre territoire, cet inventaire constitue un outil d'information souhaité par le Plan départemental de l'eau, qui a été signé en 2006 et reconduit en juin 2012, puis en octobre 2017 pour la période 2017-2024.

Ce document présente les résultats de ces analyses sur la base des factures d'eau 2018.

A. La facture d'un particulier.

Le principe de financement du service de l'eau.

Si l'eau est gratuite à l'état naturel, le traitement visant à la rendre potable, son acheminement jusqu'aux habitations, puis la collecte et la dépollution des eaux usées avant le rejet dans le milieu naturel, en passant par l'entretien des canalisations et de tous les ouvrages du réseau, ont un coût. A ce titre, la Loi sur l'eau de 1992 établit le principe comptable selon lequel « l'eau paye l'eau ». Ainsi, la norme budgétaire et comptable M49 assujettit les communes, dès lors qu'elles comptent plus de 3 000 habitants, à tenir un budget autonome pour les services de l'eau. Ce sont les abonnés de l'eau, via leur facture d'eau, qui financent les dépenses liées à la gestion de l'eau qu'ils consomment. Quel que soit le mode de gestion de l'eau potable et de l'assainissement collectif, cette facture d'eau permet la distinction entre les coûts liés à l'eau potable, ceux relatifs aux eaux usées, et les redevances et taxe afférentes.

Composition de la facture.

La production et la distribution d'eau potable génèrent des coûts à plusieurs étapes : le captage, la potabilisation, et l'acheminement

de l'eau font intervenir différents types d'ouvrages qui doivent être entretenus et exploités. Il faut également prendre en compte les contrôles sanitaires qui sont réalisés en de nombreux points du réseau. De plus, la gestion de tous les services aux clients (abonnements, relevés des compteurs, facturations, conseils, suivis des fuites, renseignements) représente également des coûts à prendre en compte. Ainsi, le volet « distribution de l'eau » de la facture de l'abonné, faisant apparaître une « part collectivité » (ou « part syndicale ») et, dans le cas d'une Délégation de service public (DSP), une « part distributeur » (ou « part délégataire »), couvre l'intégralité de ces différentes dépenses liées à l'Alimentation en eau potable (AEP).

Le volet « collecte et traitement des eaux usées » de la facture d'eau peut être divisé en différentes parts selon le mode de gestion choisi par la commune. Dans tous les cas, il inclut la construction, l'entretien et l'exploitation des réseaux de collecte des eaux usées, mais aussi la construction et le fonctionnement des stations d'épuration, ainsi que le traitement des produits résiduels générés par ces usines (boues, sables, graisses, etc...).

La facture d'eau du particulier peut intégrer une taxe (la Taxe sur la valeur ajoutée), et

jusqu'à quatre redevances destinées à des organismes publics du domaine de l'eau. On peut les repérer sur la facture d'eau :

DISTRIBUTION DE L'EAU		
Abonnement	Abonnement (part distributeur)	Production et distribution de l'eau potable
Consommation	Consommation (part syndicale) (m ³)	
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) (m ³)	Redevance AE*
TOTAL distribution de l'eau		
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES		
Consommation	Consommation (part distributeur) (m ³)	Collecte et traitement des eaux usées
	Consommation (part syndicale) (m ³)	
	Consommation (part intercommunale) (m ³)	
TOTAL collecte et traitement des eaux usées		
ORGANISMES PUBLICS		
(taxes et redevances)		
	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau) (m ³)	Redevances AE* et VNF
	Redevance Voies navigables de France (m ³)	
	Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau) (m ³)	
TOTAL organismes publics		
Total HT de la Facture	en euro	TVA
TOTAL TTC de la Facture	en euro	* Agence de l'Eau

- La redevance de lutte contre la pollution
- La redevance pour prélèvement sur la ressource
- La redevance de modernisation des réseaux de collecte

o La redevance aux Voies navigables de France (VNF) contribue à l'entretien du réseau navigable.

De plus, la **Taxe sur la valeur ajoutée** (TVA au taux de 5 % pour l'eau potable et 10 % pour la partie assainissement depuis 2014 (auparavant 7 % pour la partie assainissement) s'applique sur la facture du particulier. Dans le cas des communes en régie et des EPCI, en fonction du nombre d'habitants de la collectivité, la TVA peut être optionnelle. La TVA touche en revanche toutes les collectivités en délégation de service public.

B. Le prix de l'eau en Seine-et-Marne (données 2018).

L'analyse du prix de l'eau en Seine-et-Marne se base sur une enquête, réalisée entre juillet 2019 et janvier 2020, auprès de tous les gestionnaires d'eau du département, et dont le taux de réponse a atteint 99 % (les données de 505 communes du département ayant pu être recueillies, 5 n'ayant pas communiqué leurs données). Dans 95 % des cas (481 communes), une « facture d'eau type » de 120 m³ a été fournie pour l'année 2018.

Le prix global de l'eau dans le département.

La moyenne départementale du prix de l'eau, payé par un Seine-et-Marnais s'établit à **4,91 € TTC/m³** pour l'année 2018, soit une baisse de 0,12 € TTC/m³ par rapport à 2017. La moyenne du prix globale se décompose ainsi de la manière suivante :

- o Eau potable : 1,82 € HT/m³ (+ 0,05 €)
- o Assainissement : 2,01 € HT/m³ (- 0,11 €)
- o Redevances et taxe : 1,08 €/m³ (- 0,07 €)

A l'échelle du département, on constate que les dispersions de prix de l'eau sont toujours très marquées d'une commune à l'autre.

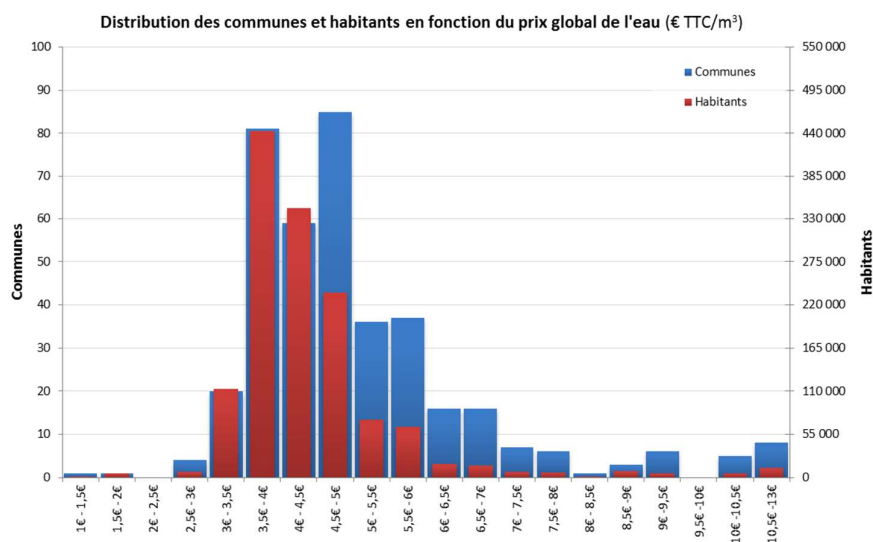
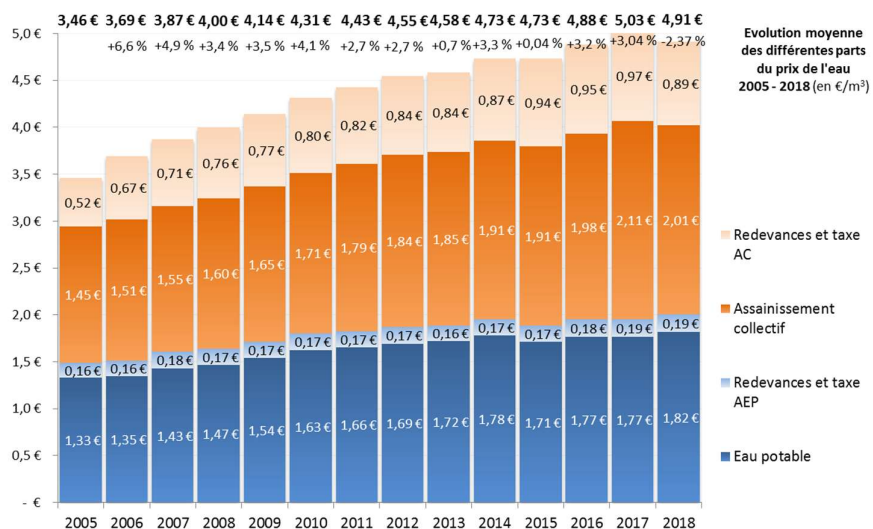
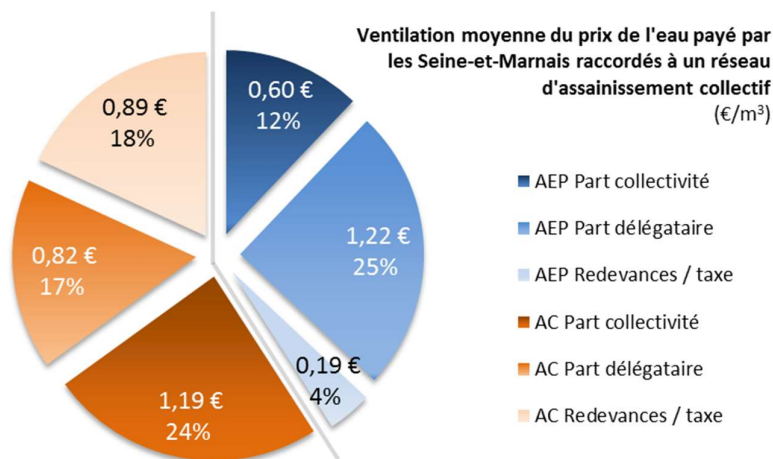
La tarification varie en effet :

- o de **1,61 € TTC/m³** à **5,04 € TTC/m³** pour les communes en Assainissement non collectif (ANC) uniquement ;
- o de **1,81 € TTC/m³** à **11,79 € TTC/m³** pour les communes en assainissement collectif.

En 2018, 69 % des communes regroupant 88 % de la population ont facturé l'eau à des tarifs compris entre 3,0 et 6,0 € TTC/m³.

Evolution constatée du prix global de l'eau.

Le prix de l'eau en Seine-et-Marne (pour un habitant raccordé à un réseau de collecte des eaux usées) a connu une évolution de **-2,61 %** entre 2017 et 2018. Sur les treize



dernières années, l'augmentation est de l'ordre de + 42 %, soit en moyenne + 3,2 % par an et + 1,45 €. La variation des prix est globale et la ventilation des prix entre les deux services de l'eau et les redevances et taxe est sensiblement la même d'une année sur l'autre.

Prix global de l'eau dans les départements et pays voisins.

Le prix de l'eau en région Île-de-France a été estimé à 4,27 € TTC/m³ en 2016¹, soit un prix plus bas que celui observé sur notre territoire à la même période. Parallèlement les prix observés dans les autres départements limitrophes hors Île-de-France (moyennes sur

¹Eau France 2016

les données les plus récentes disponibles) s'élevaient en moyenne à 4,15 € TTC/m³ en 2016.

En 2017, la moyenne européenne s'élève à 4,01 €/m³ et le prix moyen constaté en France en 2017 est de 3,56 €/m³.

Prix global de l'eau selon la population et le type de commune.

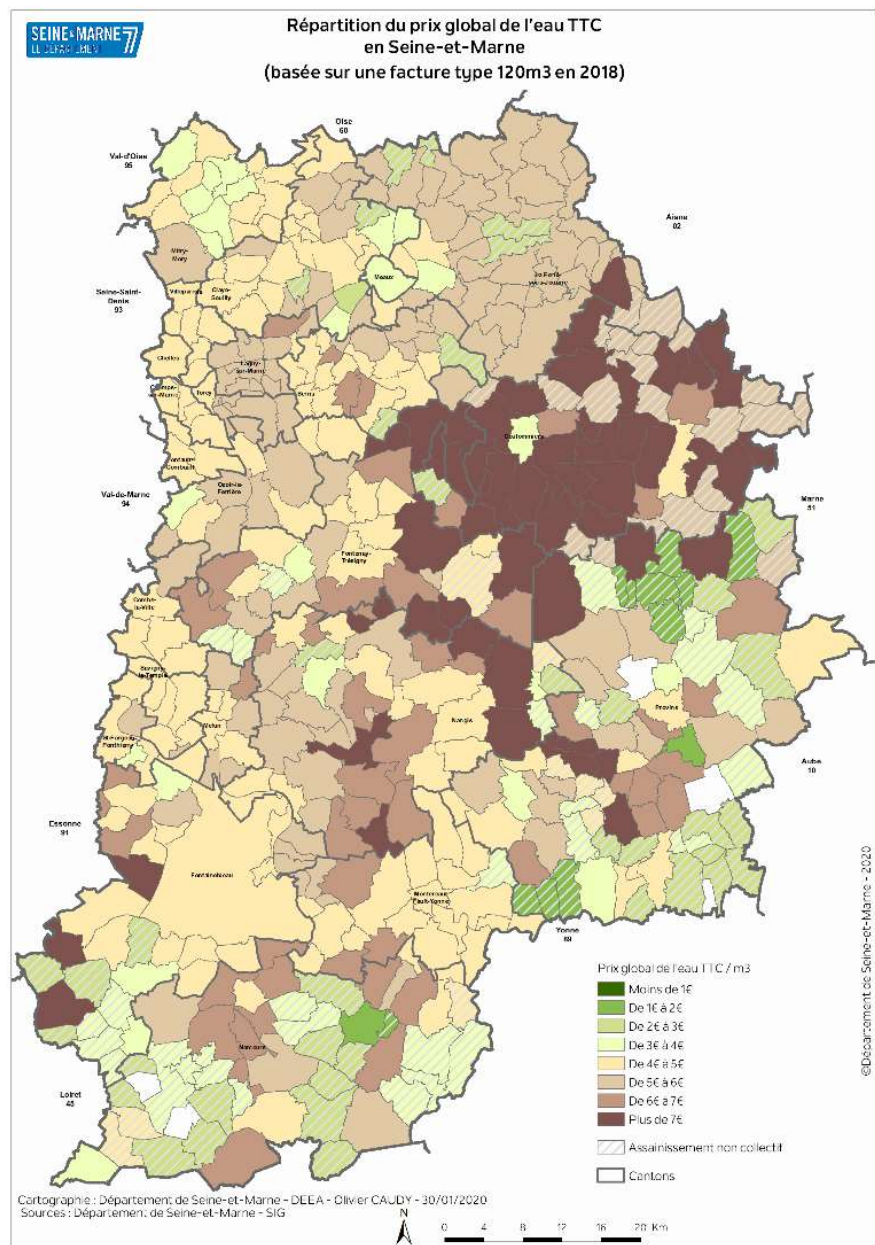
L'analyse par classe de population fait apparaître des hétérogénéités. Avec un prix moyen de 5,85 € TTC/m³, les communes avec entre 500 et 1000 habitants sont celles où l'eau coûte le plus cher, suivies par les petites communes (<500 habitants) avec 5,80 € TTC/m³. A l'inverse, ce sont les plus grosses communes qui ont le prix le plus attractif (4,39 TTC €/m³). Entre 2017 et 2018, on constate une augmentation du prix de l'eau ayant impacté les communes de moins de 2 000 habitants, les plus grandes communes ayant accusés des diminutions de leur prix global de l'eau. Ce sont les communes comprises entre 500 et 1 000 hab. qui accusent la plus forte augmentation (+ 2,2 %), alors que les communes entre 5000 et 30 000 hab. ont connu la plus grande diminution de 5,9 %. Les communes rurales (81 % des communes de Seine-et-Marne) distribuent une eau environ 18 % plus chère que les communes urbaines.

Impact du prix global de l'eau sur la consommation.

Sur la base des volumes d'eau facturés en 2018 par les gestionnaires et des populations communales, les consommations moyennes journalières par habitant de chacune des communes du département² ont été estimées.

La consommation moyenne journalière d'un Seine-et-Marnais est de 140,3 l/hab/jour ce qui est inférieur à la moyenne nationale (148 l/hab/j) établie en 2015. On notera que pour les collectivités comptant de nombreux industriels, la consommation se trouve artificiellement augmentée. En effet, la consommation moyenne des communes rurales est de 133 l/hab/j, pour 141,9 l/hab/j pour les communes urbaines. L'écart de consommation entre les deux types de commune diminue par rapport à 2017. L'étude de ces moyennes de consommation journalière ne fait pas apparaître cette année de corrélation nette entre la consommation et le prix de l'eau.

² Performance des réseaux d'alimentation en eau potable de Seine-et-Marne en 2018 - Département de Seine-et-Marne, 2019



C. Prix de la production et de la distribution de l'eau potable.

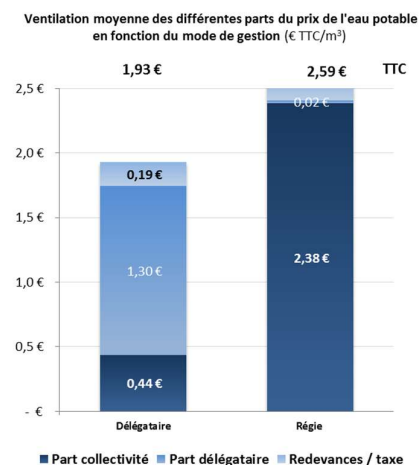
Prix de l'eau potable dans le département.

En 2018, le prix de l'eau potable varie de 0,56 € HT/m³ à 4,33 € HT/m³ soit un facteur 8, ce qui s'explique en grande partie par la qualité de la ressource disponible, le type de traitement qu'elle nécessite, et l'entretien qui est réalisé sur le réseau de distribution et les infrastructures. Au-delà de ces extrêmes de tarification, le prix de ce service coûte en moyenne 1,82 € HT/m³ dans le département et accuse une légère augmentation par rapport à 2017. Les prix en Seine-et-Marne sont en fait relativement homogènes puisque plus de 7 communes sur 10 distribuent une eau potable comprise entre 1 et 2,5 € HT/m³, desservant environ 90 % des Seine-et-Marnais.

Prix de l'eau potable selon le mode de gestion.

L'analyse par mode de gestion montre que les services des régies communales et intercommunales sont en moyenne plus coûteux d'environ 0,67 € HT/m³ que les services gérés en délégation. Les prix des délégations seules ont subi cette année une baisse par rapport aux chiffres de 2017, de l'ordre de -5,8 %. Cette baisse concerne ainsi une population départementale dont l'eau potable est gérée en délégation d'environ 1 258 440 hab. toutes structures confondues. Le prix moyen des communes en régie connaît une hausse par rapport à l'année 2017 de l'ordre de 6 %. On constate une disparité entre les prix des régies communales et les prix des régies intercommunales (1,45 € HT/m³ contre 3,91 € HT/m³), qui s'explique d'une part par une plus grande complexité technique de gestion

des communes regroupées en syndicats (historiquement regroupées autour d'une usine de traitement, par exemple), et la possibilité pour les régies des communes < 3 000 hab. d'abonder le budget de l'eau par le budget général, ce qui baisse artificiellement le prix de l'eau. Le prix moyen de l'eau potable des communes gérées en délégation connaît une légère baisse par rapport à l'année 2018 (1,76 € HT/m³ en 2017 et 1,74 € HT/m³ en 2018). Lorsqu'un EPCI prend la compétence eau, ce type d'artifice n'est plus possible, faisant de facto augmenter brutalement le prix de l'eau pour la commune qui le mettait en place.



Part fixe dans le prix de l'eau potable.

Sur la facture du particulier, le prix de l'eau potable peut comprendre un certain nombre d'abonnements au service perçus par l'exploitant et/ou la ou les collectivité(s). Cette part fixe de la facture a un taux plafonné à 30 % du coût total du service pour les communes et EPCI à caractère urbain et à 40 % du coût total du service pour les communes et EPCI à caractère rural ou touristique.

Points remarquables en 2018 :

- La quasi-totalité des communes du département (94 %) pratique la facturation d'une part fixe sur le service de l'eau potable (alors que seules 70 % des communes françaises l'appliquent) ;
- Parmi ces collectivités, le taux moyen appliqué pour la part fixe s'élève à 15,5 % (soit moins que la moyenne française de 21 %) ;
- Le coût moyen annuel de la part fixe de l'eau potable sur la facture d'un Seine-et-Marnais est de 31,2 € HT, contre 45,58 € HT pour le reste de la France ;

- 3 communes urbaines (Héricy, Samoreau et Vulaines-sur-Seine) dépassent de 1,3 % le seuil de 30 % de part fixe en eau potable ;
- La commune rurale de Poincy dépasse de 2,1 % le seuil de 40 % de part fixe en eau potable.

D. Prix de la collecte et du traitement des eaux usées.

Prix de l'assainissement collectif dans le département.

En 2018, le prix de l'assainissement des eaux usées varie de 0,50 € HT/m³ à 6,87 € HT/m³ soit un facteur 14, ce qui peut notamment s'expliquer par l'âge des réseaux, les investissements sur les systèmes d'épuration et les différents stades d'amortissement d'une commune à l'autre, ainsi que l'abondement plus ou moins important du budget général dans le budget annexe de l'assainissement. Sur ce point, l'exemple le plus parlant est celui de la commune de Grandpuits-Bailly-Carrois, qui facture l'assainissement à un prix moindre (1,00 € HT/m³), tout en finançant la remise aux normes de l'ensemble de son système d'assainissement grâce à son budget général, comme peuvent le faire les communes de moins de 3 000 habitants.

Au-delà de ces extrêmes de tarification, le prix de ce service coûte en moyenne 2,01 € HT/m³ dans le département, et a diminué de - 5 % par rapport à 2017.

Prix de l'assainissement collectif selon le mode de gestion.

L'analyse par mode de gestion montre que les services d'assainissement dont la gestion a été déléguée sont aujourd'hui plus chers (2,01 € HT/m³) que les services gérés en régies

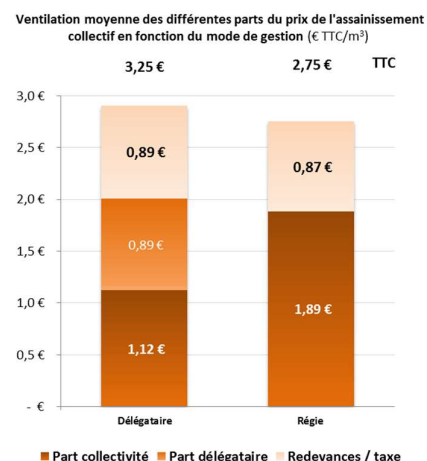
communales et intercommunales (1,89 € HT/m³).

Part fixe dans le prix de l'assainissement.

De la même manière que pour le service de l'eau potable, sur la facture du particulier, le prix de l'assainissement collectif peut comprendre un certain nombre d'abonnements, perçus par l'exploitant et/ou la ou les collectivité(s) en charge de la compétence sur la commune.

Points remarquables en 2018 :

- 73 % des communes du département pratiquent la facturation d'une part fixe sur le service de l'assainissement (alors que seules 35 % des communes françaises l'appliquent) ;
- Parmi ces collectivités, le taux moyen appliqué pour la part fixe s'élève à 7,1 % (soit moins que la moyenne française à 21 %) ;
- Le coût moyen annuel de la part fixe de l'assainissement sur la facture d'un Seine-et-Marnais est de 9,4 € HT, contre 42,66 € HT pour le reste de la France ;
- La commune urbaine de Chapagne-sur-Seine dépasse de 18,5 % le seuil fixé de 30 % de part fixe en assainissement ;
- Aucune commune rurale ne dépasse le seuil de 40 % de part fixe en assainissement.



CHIFFRES CLÉS

4,91 euros TTC/m³

c'est le prix moyen global de l'eau payé par les Seine-et-Marnais en 2018

88 %

des habitants du département payent l'eau entre 3,0 et 6,0 euros TTC/m³

1,82 euro HT/m³

c'est le prix moyen de la part eau potable, bien que la plage de variation soit large (de 0,56 à 4,09 euros HT/m³)

2,01 euro HT/m³

c'est le prix moyen de la part assainissement, avec également une large plage de variation (de 0,15 à 6,87 euros HT/m³)